

riser l'établissement d'une commission de l'air concernant le contrôle de l'aéronautique;

Le 2e: (bill n° 75), déposé par l'honorable M. Crerar, tendant à modifier la loi de 1917 sur le bétail et les produits du bétail.

La séance est levée à onze heures et trente cinq minutes du soir.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Présidence de l'hon. EDGAR N. RHODES.

Mercredi, 7 mai 1919.

La séance est ouverte à trois heures.

DEPOT D'UN BUDGET SUPPLEMENTAIRE SUR L'EXERCICE 1918.

Un message de S. Exc. le Gouverneur général transmettant un budget supplémentaire pour l'exercice expirant le 31 mars 1919 est présenté par sir Thomas White, lu par M. l'Orateur et renvoyé au comité des subsides.

QUESTIONS.

Les questions auxquelles il a été répondu de vive voix, sont indiquées par des astérisques.

GREVES EN CANADA DEPUIS L'ARMISTICE.

M. DESLAURIERS demande:

1. Le Gouvernement peut-il dire combien il y a eu de grèves depuis la signature de l'armistice?

2. Combien de jours de travail ont été perdus en Canada du fait de ces grèves depuis cette date jusqu'à l'heure actuelle?

L'hon. M. MACLEAN:

1. 70.

2. 217,913 jours de travail.

TRAVERSEE DE L'ATLANTIQUE EN AEROPLANE.

M. McGIBBON (Muskoka) demande:

Quelles mesures sont prises pour permettre aux aviateurs canadiens d'obtenir l'honneur d'être les premiers à traverser l'Atlantique en aéroplane?

L'hon. M. ROWELL (président du conseil): Les aviateurs canadiens sont admis, aux mêmes conditions que les aviateurs britanniques, à concourir pour le prix qui est offert au premier homme qui aura réussi à traverser l'Atlantique en aéroplane. Ils peuvent profiter, tout comme les aviateurs britanniques, des mesures que l'amirauté

britannique a prises pour le soin et la protection des aviateurs.

L'ASSOCIATION APPELEE "THE ONE BIG UNION".

M. DESLAURIERS demande:

1. Le ministère du Travail sait-il qu'une convention interprovinciale du travail a été tenue récemment à Calgary, et qu'une résolution a été adoptée à l'unanimité à l'effet de soumettre un referendum aux membres des unions au Canada touchant l'établissement d'une semaine de travail de cinq jours de six heures par jour?

2. Le ministre du Travail sait-il que cette organisation connue sous le nom de "One Big Union" organise une grève générale pour bientôt, que les écrits et le bulletin d'adhésion à cet effet sont distribués par tout le Canada?

3. Quelle attitude le ministère du Travail a-t-il l'intention de prendre dans les circonstances?

4. Quelle différence y a-t-il entre la "One Big Union" et l'"I.W.W."?

5. Le Gouvernement est-il en relation ou correspondance avec le secrétaire de la "One Big Union", M. Midgley, 210, Temple du Travail, Vancouver (C.-A.)?

L'hon. M. MACLEAN:

1. Le département s'est procuré des comptes rendus des délibérations d'une convention qui a eu lieu à Calgary le 13 mars et les trois jours suivants, et qui a adopté un projet de résolution en faveur de l'établissement d'une loi qui décréterait qu'une semaine de travail sera de cinq jours d'au plus six heures de travail, par jour.

2. Le ministre du Travail a reçu des exemplaires de divers documents qui proviennent apparemment de l'association appelée "One Big Union", et qui prêchent une grève générale.

3. Le ministre du Travail suit l'affaire de près et il prend l'avis de ses collègues sur ce qu'il a à faire pour faire face aux éventualités.

4. D'après ce que le ministère du Travail a appris, les principes et les buts de l'association appelée "One Big Union" n'ont pas encore été établis. Cette association semble être encore dans la période de formation. Les cadres d'une organisation générale n'existent pas. Seul, un comité central ayant des directeurs provisoires a été nommé. Il est donc impossible de dire si les principes et les buts de la "One Big Union" sont les mêmes que ceux des "Independent Workers of the World".

5. Une lettre a été adressée à M. Midgley, à titre de secrétaire intérimaire du comité d'organisation de la "One Big Union", pour lui demander des copies des comptes rendus officiels des délibérations de la réunion qui a eu lieu à Calgary le 13 mars. M. Midgley a répondu et promis de transmettre les copies demandées.